
Étude des crédits

2018-2019

Document préparé par



Commission
d'accès à l'information
du Québec

Pour

**Commission des institutions
Assemblée nationale du Québec**

Mai 2018

Québec

Bureau 2.36
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

Bureau 18.200
500, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Sans frais : 1 888 528-7741 cai.communications@cai.gouv.qc.ca ww.cai.gouv.qc.ca

Étude des crédits

2018-2019

Renseignements généraux

Document préparé par



Commission
d'accès à l'information
du Québec

Pour

**Commission des institutions
Assemblée nationale du Québec**

Mai 2018

Québec

Bureau 2.36
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

Bureau 18.200
500, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Sans frais : 1 888 528-7741 cai.communications@cai.gouv.qc.ca www.cai.gouv.qc.ca

TABLE DES MATIÈRES

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX		Page
G-1.	Liste des voyages hors Québec.....	1
G-2.	Liste des voyages faits en avion ou en hélicoptère	2
G-3.	Liste des dépenses en publicité.....	3
G-4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements	4
G-5.	La liste des dépenses en formation de communication :.....	5
G-6.	La liste des dépenses en formation de communication (autres) :.....	6
G-7.	Liste de tous les contrats octroyés.....	7
G-8.	Liste de tous les contrats octroyés qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés.....	10
G-9.	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics	11
G-10.	Liste de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel	12
G-11.	Nombre de consultants externes intégrés.....	13
G-12.	Projet de développement informatique	14
G-13.	Dépenses de photocopie, mobilier de bureau, ameublement, frais de transport, frans d'hébergement, frais de repas, frais d'alcool et de fêtes, de participation à des congrès, perfectionnement ou ressourcement	15
G-14.	Dépense reliée à la téléphonie	16
G-15.	Ressources humaines	
	a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles 35 ans et plus.....	17
	b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles 35 ans et moins.	18
	c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.....	19
	d) le nombre et la ventilation du nombre de congé de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée.	20
	e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires.....	21
	f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel	22
	g) le nombre et la ventilation du nombre de jours de vacances pour le personnel et leur valeur estimée.....	23
	h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.....	24
	i) le nombre de personnes qui reçoivent une rémunération autre	25
	j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail.	26
	k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.....	27
	l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie	28
	m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail	29
	n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.	30
	o) le nombre d'employés permanents et temporaires	31
	p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.....	32
	q) le nombre de postes abolis	33
	r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.....	34

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX		Page
G-16.	a) le nombre de départs à la retraite	35
	b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines	36
	c) le nombre de départs à la retraite prévus	37
	d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats	38
G-17.	Liste des baux pour les espaces occupés	39
G-18.	Coûts de déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés	40
G-19.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres ...	41
G-20.	Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme	42
G-21.	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi	43
G-22.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi	44
G-23.	Nombre d'occasionnels mis à pied	45
G-24.	Nombre de postes abolis par bureau régional	46
G-25.	Liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux	47
G-26.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres	48
G-27.	Liste de tous les abonnements	49
G-28.	Les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé	50
G-29.	Site Internet de l'organisme public	51
G-30.	Nominations de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs	52
G-31.	Visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec	53
G-32.	Demandes d'accès à l'information à l'organisme	54
G-33.	Activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres	55
G-34.	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère	56
G-35.	La liste des ententes et leur nature avec le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes	57
G-36.	Détail des crédits périmés et reportés	58
G-37.	Liste des revenus autonomes	59
G-38.	Plan de réduction des dépenses de fonctionnement	60
G-39.	Sommes reçues en provenance du gouvernement fédéral	61
G-40.	Primes au rendement et des bonis	62
G-41.	Primes de départ	63
G-42.	Augmentations de salaire	64
G-43.	Cadres ou dirigeants à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée	65
G-44.	Cadres ou dirigeants ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels	66
G-45.	Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes	67
G-46.	Entente de confidentialité pour la préparation des projets de loi	68
G-47.	Coûts de reconduction des programmes existants	69

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX		Page
G-48.	Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt	70
G-49.	Nouvelles initiatives ou majoration apportée à un programme existant.....	71
G-50.	Nombre d'ETC affectés au Plan Nord.....	72
G-51.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord.....	73
G-52.	Nombre d'ETC affectés à la Stratégie maritime	74
G-53.	Ventilation du budget consacré à la Stratégie maritime	75
G-54.	Aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	76
G-55.	Aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.....	77
G-56.	Aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	78
G-57.	Somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique	79
G-58.	Contrats octroyés qui ont fait l'objet de coûts additionnels.....	80
G-59.	Dépenses en informatique.....	81
G-60.	a) Masse salariale	82
	b) Indemnités de retraite	82
G-61.	Taux d'absentéisme.	83
G-62.	Actions entreprises à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014	84
G-63.	Actions réalisées et/ou amorcées en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.....	85
G-64.	Études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe	86
G-65.	Paieement de cotisation à une association.....	87
G-66.	Ressources affectées en évaluation des programmes.....	88
G-67.	Liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes	89

G-1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - h) les détails de ces ententes;
 - i) les résultats obtenus à ce jour;
 - j) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - k) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
-

Toronto (Canada) – 16 au 19 mai 2017 – Congrès « The International Association of Privacy Professionals » sur la protection des renseignements personnels – 1 682 \$.

Gammarth (Tunisie) – 2 au 6 septembre 2017 – Conférence de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP) – 4 695 \$.

Iqaluit – Nunavut (Canada) – 15 au 19 octobre 2017 – Conférence Fédérale/Provinciale/Territoriale des commissaires à l'information et à la vie privée – 5 959 \$.

Ottawa (Canada) – 27 octobre 2017 – Symposium de l'Association du Barreau canadien sur le droit à la vie privée et l'accès à l'information – 654 \$.

Calgary (Canada) – 14 au 16 novembre 2017 - Conférence Infoway sur l'infomoteur de la santé numérique – 0 \$. Les frais de déplacement de 539 \$ ont fait l'objet d'un remboursement par l'organisateur de la conférence. Les autres frais ont été assumés par l'organisateur de la conférence.

Paris (France) – 9 au 13 décembre 2017 – Colloque à l'occasion du 10^e anniversaire de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP) – 1 971 \$.

Calgary (Canada) – 5 au 9 mars 2018 - Conférence « Privacy and Access Council of Canada » – 785 \$

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).
<http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

G-2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
-

Gaspé – 18 au 19 septembre 2017 – 1 431 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

G-3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Fournisseur	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
CSPQ	Signature visuelle	Gré à gré	5 423 \$
CSPQ :	Révision linguistique	Gré à gré	60 \$
CSPQ :	Services langagiers	Gré à gré	75 \$
CSPQ :	Outils promotionnels	Gré à gré	11 780 \$
Kabane espace créatif :	Ajustement vidéo	Gré à gré	850 \$
Reprografic :	Support à bannière	Gré à gré	439 \$
Total :			18 781 \$

Toutes ces sommes ont été dépensées dans le cadre de la tournée « Ce que tu publies, penses-y »

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

G-4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
 - d) Par un professionnel ou par une firme externe :
 - e) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
 - f) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - g) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
 - h) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 - i) le but visé par chaque dépense;
 - j) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
-

Aucune dépense.

G-5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
 - b) le but recherché par chaque dépense;
 - c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;
 - d)
 - e) Organisée par un professionnel ou une firme externe :
 - f) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
 - g) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - h) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - i) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
 - j) le but visé par chaque dépense;
 - k) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
-

Aucune dépense.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

G-6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes concernées.
-

Aucune dépense

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

G-7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FIRME	DÉTAILS
9 ^e BIT [2015] INC. (contrat de gré à gré)	Licences Veritas Backup et Kaspersky Antivirus Montant : 1 138 \$
BELL CANADA (contrat de gré à gré)	Publications dans les pages bleues et travaux techniques en lien avec le système téléphonique Montant : 4 880 \$
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (contrat de gré à gré)	Conception d'une signature visuelle et fourniture d'objets promotionnels pour la tournée de sensibilisation à la protection des renseignements personnels dans les écoles du Québec Montant : 17 338 \$
CEP FORENSIQUE INC. (contrat de gré à gré)	Expertise professionnelle Montant : 2 173 \$
CLIMPRO (contrat sur invitation)	Fourniture et installation d'une unité de climatisation mobile dans la salle informatique Montant : 5 395 \$
COMMUNICATION DEMO INC. (contrat par appel d'offres public par le CSPQ)	Frais de production de la revue de presse écrite (quotidien, hebdomadaires et périodiques) Montant : 2 009 \$
COMPUGEN (contrat de gré à gré)	Licence VMware Montant : 219 \$
FFA SERVICES D'EXPERTISES MÉDICALES (contrat de gré à gré)	Services d'évaluation en santé de personnes Montant : 2 200 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

FIRME	DÉTAILS
GROUPE POITRAS [2015] INC. (contrat de gré à gré)	Fourniture et installation du lettrage du nom et du logo de la Commission à la réception et dans la salle d'audience du bureau de Québec Montant : 1 560 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC. (contrat par appel d'offres public par le CSPQ)	Acquisition d'équipements informatiques Montant : 11 129 \$
INFLUENCE COMMUNICATION (contrat par appel d'offres public par le CSPQ)	Frais de production de la revue de presse écrite (quotidien, hebdomadaires et périodiques) Montant : 1 972 \$
LA CAPITALE IMMOBILIÈRE MFQ INC. (contrat de gré à gré)	Travaux de décoration de la réception suite au déménagement du bureau de Québec Montant : 4 073 \$
LA CAPITALE IMMOBILIÈRE MFQ INC. (contrat de gré à gré)	Installation d'une unité murale de climatisation dans la salle informatique Montant : 5 963 \$
LEVIO CONSEIL INC. (contrat gré à gré)	Services professionnels en lien avec l'entretien du système de mission Montant : 20 000\$
LES TRADUCTEURS UNIS (contrat sur invitation)	Traduction de documents Montant : 5 000 \$
MICRO FOCUS SOFTWARE CANADA INC. (contrat de gré à gré)	Licences Novell et ZENworks Montant : 9 292 \$
MONETTE EXPRESS 141273 CANADA INC. (contrat par appel d'offres public par le CSPQ)	Services de transport et de location de chariots de déménagement et de classeurs mobiles Montant : 10 481 \$
PAQUETTE & ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L. (contrat de gré à gré)	Frais de signification Montant : 276 \$
QUIGLEY, GUÉRIN, HÉBERT INC. (contrat de gré à gré)	Service-conseil en règlement de sinistre (dégât d'eau) Montant : 2 218 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (contrat de gré à gré)	Travaux de raccordement de la salle informatique au réseau électrique d'urgence de l'immeuble Montant : 5 369 \$
TELUS QUÉBEC (contrat de gré à gré)	Hébergement du site Web Montant : 330 \$
UBIQUUS CANADA INC. (contrat de gré à gré)	Traduction de documents Montant : 20 000 \$
VICTRIX (contrats de gré à gré)	Frais d'entretien, amélioration des infrastructures technologiques et support technique Montant : 10 000 \$
VIDÉOTRON S.E.N.C. (contrat de gré à gré)	Services Internet Montant : 2 913 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

FIRME	DÉTAILS
XÉROX CANADA LTÉE (contrat par appel d'offres public par le CSPQ)	Location de photocopieurs et frais d'impressions et photocopies Montant : 5 026 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

- G-8.** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
-

Aucun coût additionnel.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

G-9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
-

La Commission n'a fait aucun appel d'offres public en 2017-2018.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b) et c) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

G-10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
-

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

G-12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
 - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.
-

Aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques n'a été initié ou poursuivi en 2017-2018.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

G-13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.

	2017-2018
a) la photocopie	5 026 \$
b) le mobilier de bureau	576 \$
c) l'ameublement (inclus dans le montant précédent)	
d) la décoration et l'embellissement.....	5 633 \$
e) le distributeur d'eau de source.....	380 \$
f) le remboursement des frais de transport	
- à l'employé.....	7 005 \$
- aux entreprises de transport.....	23 638 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement	
- à l'employé	2 257 \$
- aux entreprises de services d'hébergement	15 504 \$
h) le remboursement des frais de repas	7 531 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes.....	0 \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
i. au Québec.....	19 034 \$
ii. à l'extérieur du Québec	500 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

G-14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

a) Cellulaires	2
Blackberry	1
Iphone	9
Autre téléphone intelligent	0
b) Nombre de tablette électronique.....	0
c) Téléavertisseur.....	0
d) Coût d'acquisition	0 \$
e) Coût d'utilisation	263 \$
f) Coût des contrats	3 784 \$
g) Fournisseur	Rogers
h) Nombre de minutes utilisées	11 836 min.
i) Ordinateurs portables	0 \$
j) Nombre de portables utilisés	15
k) Frais d'itinérance	0 \$
l) Coûts de résiliation	66 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25). <http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

G-15. a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

Au 31 mars 2018

Au 31 mars 2018								
35 ANS ET PLUS					PERSONNES			COMMUNAUTÉS
	MASCULIN	FÉMININ	TOTAL	%	HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	CULTURELLES
Aucune Catégorie	1	2	3	7,5%				
Cadres	3	0	3	7,5%				
Professionnels	7	13	20	50,0%				
Fonctionnaires	3	11	14	35,0%				4
Sous-total :	14	26	40	100,0%				
	35,0%	65,0%	100,0%					

G-15. b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

Au 31 mars 2018							
MOINS DE 35 ANS					PERSONNES		COMMUNAUTÉS
	MASCULIN	FÉMININ	TOTAL	%	HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES
Aucune Catégorie	0	0	0	0,0%			
Cadres	0	0	0	0,0%			
Professionnels	0	5	5	71,4%			
Fonctionnaires	0	2	2	28,6%			
Sous-total :	0	7	7	100,0%			
	0,0%	100,0%	100,0%				

G-15. c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

2017-2018 (au 16 mars 2018)	
Catégorie	Nombre de jours
AUCUNE CATÉGORIE	10,0
CADRES	7,0
PROFESSIONNELS	176,5
FONCTIONNAIRES	126,5
TOTAL	320,0

G-15. d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

	Réserve de maladies au 16 mars 2018 (personnel assujetti à la LFP)				
	Moins de 10 jours	Entre 10-50 jours	Entre 50 et 100 jours	100 jours et plus	Total
Aucune Catégorie	1	0	0	0	1
Cadres	0	1	2	0	3
Professionnels	14	9	1	5	29
Fonctionnaires	10	5	3	1	19
Total	25	15	6	6	52
%	48,1%	28,8%	11,5%	11,5%	100,0%
	Valeur estimée				
Aucune catégorie	42 829,50 \$				
Cadres	105 843,29 \$				
Professionnels	267 536,85 \$				
Fonctionnaires	104 480,25 \$				
Total	520 689,89 \$				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

- G-15. e)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

2017-2018 (au 16 mars 2018)							
	<u>NOMBRE HEURES EFFECTUÉES</u>		<u>NOMBRE D'HEURES PAYÉES</u>	<u>MONTANT (\$)</u>		<u>NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES</u>	<u>MONTANT (\$)</u>
TOTAL :	217,87		149,22	6 046,07 \$		68,65	3 101,93 \$
COUT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL							
AUCUNE CATÉGORIE	- \$						
CADRES	- \$						
PROFESSIONNELS	95,82 \$						
FONCTIONNAIRES	114,40 \$						

G-15. f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

2017-2018 (au 16 mars 2018)							
	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT
AUCUNE CATÉGORIE	0,0	0,0	0,0	11,0	7,0	0,0	0,0
CADRES	0,0	2,5	10,0	14,0	33,0	0,0	2,0
PROFESSIONNELS	15,5	29,5	47,5	92,0	158,0	36,5	32,0
FONCTIONNAIRES	14,5	23,0	41,0	73,0	75,5	26,5	24,0
TOTAL :	30,0	55,0	98,5	190,0	273,5	63,0	58,0
	NOV	DÉC	JANV	FÉV	MARS	TOTAL	
AUCUNE CATÉGORIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,0	
CADRES	0,5	4,0	4,0	5,0	6,0	81,0	
PROFESSIONNELS	6,0	41,5	41,5	13,0	38,0	551,0	
FONCTIONNAIRES	4,0	13,0	22,0	11,0	4,0	331,5	
						0,0	
TOTAL :	10,5	58,5	67,5	29,0	48,0	981,5	

G-15. g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

2017-2018 (au 16 mars 2018)				
Moins de 10 jours	Entre 10-50 jours	Entre 50 et 100 jours	100 jours et plus	Total
23	18	0	0	41
	Valeur estimée			
		143 637,90 \$		

G-15. h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- G-15. i)** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
-

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53, ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

G-15. j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

	Répartition des effectifs (au 31 mars 2018)				
		Québec	Montréal	Total	%
Aucune catégorie		1	2	3	6,4%
Cadres		3	0	3	6,4%
Professionnels		19	6	25	53,2%
Fonctionnaires		13	3	16	34,0%
Total		36	11	47	100,0%
		76,6%	23,4%	100,0%	
	Répartition des effectifs (au 31 mars 2017)				
		Québec	Montréal	Total	%
Aucune catégorie		1	3	4	8,3%
Cadres		3	0	3	6,3%
Professionnels		20	7	27	56,3%
Fonctionnaires		12	2	14	29,2%
Total		36	12	48	100,0%
		75,0%	25,0%	100,0%	
	Répartition des effectifs (au 31 mars 2016)				
		Québec	Montréal	Total	%
Aucune catégorie		2	2	4	8,7%
Cadres		3	0	3	6,5%
Professionnels		17	9	26	56,5%
Fonctionnaires		11	2	13	28,3%
Total		33	13	46	100,0%
		71,7%	28,3%	100,0%	

G-15. k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

	Prime expert (10 %)	Prime émérite (15 %)	Total
2018-03-31	1	0	1
2017-03-31	1	0	1
2016-03-31	1	0	1

G-15. I) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

	Nombre d'employés (heures majorées)	
Au 31 mars 2018	1	
Au 31 mars 2017	1	
Au 31 mars 2016	2	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

G-15. m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

		31 mars 2016	31 mars 2017	31 mars 2018
Québec	Aucune catégorie	3	2	2
	Cadres	3	3	3
	Professionnels	19	20	19
	Fonctionnaires	13	14	11
	Sous-total	38	39	35
Montréal	Aucune catégorie	4	5	5
	Cadres	0	0	0
	Professionnels	11	10	8
	Fonctionnaires	6	6	5
	Sous-total	21	21	18
TOTAL		59	60	53

Le nombre de poste indiqué constitue une adaptation des méthodes de calcul et de contrôle des effectifs appliquées par le Secrétariat du Conseil du trésor.

G-15. n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-15. o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-15. p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-15. q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes;

La Commission d'accès à l'information n'a aboli aucun poste en 2017-2018.

G-15. r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-16. a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement.

G-16. b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

Aucun remplacement n'a été effectué.

G-16. c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.

La réponse à cette question se trouve à la question 16 a).

G-16. d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Nombre de retraités engagés.....1

G-17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

	Québec	Montréal
Emplacement des locations	525, boulevard René-Lévesque E., bureau 2.36	500, boulevard René-Lévesque O., bureau 18.200
Superficie des locaux	1 092,41 m ²	452,92 m ²
Coût total des locations 2017-2018 506 420 \$	330 174 \$	176 246 \$
Durée des baux (date de fin du bail)	inconnue	inconnue
Propriétaire des espaces loués	La Capitale immobilière MFQ inc.	Le Groupe Alfid inc.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

<http://www.cai.gouv.qc.ca/autres-depenses-de-la-commission/>

G-18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-

5 633 \$ en coûts de décoration et autres travaux dans l'aire d'accueil du bureau de Québec :

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

G-19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-20. Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
-

La Commission n'a aucun personnel hors structure.

G-22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2018-2019.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2018-2019;
 - c) par catégorie d'âge.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-24. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

La Commission n'a aboli aucun poste en 2017-2018, et ce, pour tous ses bureaux régionaux.

G-25. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

La réponse à cette question se trouve à la question 15 j).

G-26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
-

La Commission ne rémunère aucun membre de son personnel affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

G-27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Publications (format papier ou électronique)	Nombre	Coût	Fournisseur
Accès à l'information – Loi annotée	10	4 649 \$	Les Éditions Yvon Blais inc.
Accès à l'information et protection des renseignements personnels – Santé et services sociaux	1	481 \$	Wolters Kluwer Québec ltée
Alter ego : Charte des droits de la personne	2	210 \$	Les Éditions Wilson et Lafleur inc.
Alter ego : Code de procédure civile	2	220 \$	Les Éditions Wilson et Lafleur inc.
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	1	1 407 \$	Wolters Kluwer Québec ltée
Courrier parlementaire	1	1 950 \$	Le Courrier parlementaire, (Publication Mass-Média inc.)
Tribunaux administratifs du Québec	1	299 \$	Les Éditions Yvon Blais inc.

9 216 \$

Sites spécialisés de recherche sur internet	Nombre	Coût	Fournisseur
Azimut – banque de données	4	1 798 \$	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
Abonnement - Guide pratique de l'Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	4	450 \$	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
Abonnement - Express	Entre 10 et 24	775 \$	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)

3 023 \$

G-28. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme dépensée.

G-29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
-

a) le nom du site Web :

Site Web de la Commission d'accès à l'information du Québec.

b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Aliaco inc. en janvier 2002.

c) les coûts de construction du site :

19 500 \$.

d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Le coût d'hébergement annuel est de 360 \$. Les travaux d'entretien et de mises à jour ont été faits par des employés.

e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

- 1 fois en 2003 (par Mediaprim);
- 1 fois en 2012 (ressources internes et 1 travailleur autonome, spécialisé en conception de site Web). Site désuet et très peu convivial, nécessité de le mettre à jour pour faciliter la recherche d'information. Coût : 4 625 \$.

f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) la fréquence moyenne de mise à jour :

Ajout de nouvelles environ trois fois par mois.

h) le responsable du contenu sur le site :

Isabelle Gosselin, responsable des communications.

G-30. Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
-

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 7.

G-31. Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Ne s'applique pas à la Commission.

G-32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

2017-2018

Demandes d'accès traitées	54
Demandes d'accès acceptées totalement	16
Demandes d'accès acceptées partiellement	10
Demandes d'accès refusées	2
Demandes d'accès référées.....	18
Documents non détenus par la Commission	8
Demandes d'accès traitées dans un délai de 20 jours.....	49
Demandes d'accès traitées dans un délai de 21 à 30 jours.....	1
Demandes d'accès traitées hors délai.....	1
Demandes d'accès traitées après consultation d'un tiers	3

G-33. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - e) l'objet;
 - f) les dates.
-

Ne s'applique pas à la Commission.

G-34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

G-38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-39. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucun transfert n'a été obtenu du gouvernement fédéral en 2017-2018.

G-40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Primes au rendement et bonis versés en 2017-20182 200,00 \$

G-41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune catégorie : 147 075 \$

G-42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-43. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
-

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

G-44. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés.
-

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

G-45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun.

G-46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

G-47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-48. Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan nord pour tous les ministères et organismes.

G-51. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement.

G-52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

G-53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

G-54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

G-55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

G-56. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

G-57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

G-58. Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

G-59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres), et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-

- a) La planification annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2017-2018 de la Commission prévoyait une dépense totale de 428 218 \$.
- b) Les informations concernant les grands dossiers en cours sont disponibles au tableau de bord : site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- e) La réponse à cette question se trouve à la question numéro 11.

G-60. a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Aucune indemnité.

G-61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G-63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au Rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

G-64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Aucun rapport ou étude n'a été consenti.

G-65. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
-

a) Dépense totale : 25 839 \$.

b) Liste des associations ordres ou corporations professionnels :

- Barreau du Québec;
- Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI);

G-66 Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

- a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi;
 - b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat;
 - c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation;
 - d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G-67 Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits

2018-2019

Renseignements particuliers

Document préparé par



Commission
d'accès à l'information
du Québec

Pour

**Commission des institutions
Assemblée nationale du Québec**

Mai 2018

Québec

Bureau 2.36
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

Bureau 18.200
500, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Sans frais : 1 888 528-7741 cai.communications@cai.gouv.qc.ca www.cai.gouv.qc.ca

TABLE DES MATIÈRES

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	Page
P-1. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information	
a. nombre de demandes reçues et réglées	1
b. nombre de causes portées en appel et le verdict	2
c. nombre de causes portées en appel, notamment en vertu de l'article 34	3
d. délai de traitement des demandes	4
e. nombre d'avis demandés à la Commission	5
f. nombre de demandes d'enquête	6
g. organismes publics faisant l'objet de demandes d'enquête dont le délai de traitement est plus long que 24 mois	7
h. nombre de plaintes faites à la CAI pour non-respect du délai prescrit pour répondre à une demande d'accès	8
i. nombre de demandes d'un ministère ou d'un organisme réclamant de la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui lui est adressée	9
P-2. Compilation du nombre de demandes effectuées par les ministères et les organismes publics réclamant de la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui leur est adressée	10
P-3. Liste et copie des avis, opinions, commentaires et recommandations	11
P-4. Montants attribués à la location de bureaux pour les auditions tenues en dehors de ceux de la CAI	13
P-5. Nombre d'ententes approuvées par la CAI et conclues en vertu de l'article 172	14
P-6. Copie des avis finaux que la CAI transmet à un ministère ou à un organisme gouvernemental visé au premier alinéa de l'article 3, ainsi que des règles, rapports, prescriptions et ordonnances découlant de ses fonctions de surveillance.	15
P-7. Nombre d'avis sur les projets de règlement	16
P-8. Nombre de demandes écrites reçues, et le nombre ayant été acceptées afin qu'une personne ou un organisme puisse recevoir, pour des fins d'étude, de recherche ou de statistique, des renseignements personnels contenus dans un fichier de renseignements personnels	17
P-9. Nombre de vérifications effectuées	18
P-10. Nombre d'enquêtes effectuées	19
P-11. Nombre de demandes de révision déposées par ministère, organisme ou municipalité.	20
P-12. Sommes dépensées pour l'informatique et les technologies de l'information ...	28
P-13. Liste des frais exigés au demandeur pour la transmission de données électroniques	29
P-14. Sommes dépensées pour assurer la promotion de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels comme le prévoit l'article 122.1 de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i>	30

P-1. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information (CAI) pour 2017-2018, préciser :

a. le nombre de demandes reçues et réglées;

Ensemble des activités :

Demandes reçues : 2 233;

Demandes réglées : 1 915.

Section juridictionnelle :

Demandes reçues : 1 912;

Demandes réglées : 1 703;

Demandes réglées par le processus de médiation : 1 059.

Section de surveillance :

Demandes reçues : 321;

Demandes réglées : 212.

P-1. b. le nombre de causes portées en appel et le verdict;

1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

COUR DU QUÉBEC

Requêtes en permission d'appel

Reçue :1
Accueillies :2
Désistement :1
Rejetées :3

Appels

Reçus :10
Accueillis :5
Accueilli en partie :1
Rejetés :7
Désistements :2

Autres requêtes

Reçues :4
Rejetée :1

COUR SUPÉRIEURE

Requêtes en révision judiciaire

Reçues :2
Rejetée :1

Autres requêtes

Reçues :6

COUR D'APPEL DU QUÉBEC

Appel

Reçu :1

Autres requêtes

Reçue :1
Accordées :5
Désistement :1

COUR SUPRÊME DU CANADA

Demande autorisation d'appel

Reçues :5
Désistements :5

P-1. c. le nombre de causes portées en appel, notamment en vertu de l'article 34;

Du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018, aucun dossier n'a été porté en appel ou en révision judiciaire sur la base de l'interprétation de l'article 34 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

P-1. d. le délai de traitement des demandes;

2017-2018

Délai moyen de traitement des dossiers874 jours
juridictionnels clos par décision dans
lesquels il y a eu remise

Proportion de dossiers traités
dans un délai de :

0 à 1 an..... 4 %
1 à 2 ans 27 %
Plus de 2 ans 69 %

Délai moyen de traitement des dossiers597 jours
juridictionnels clos par décision dans
lesquels il n’y a pas eu remise

Proportion de dossiers traités
dans un délai de :

0 à 1 an..... 22 %
1 à 2 ans 46 %
Plus de 2 ans 33 %

Délai moyen de traitement dans les.....408 jours
dossiers de médiation

Proportion de dossiers traités
dans un délai de :

0 à 1 an..... 55 %
1 à 2 ans 25 %
Plus de 2 ans 19 %

Délai moyen des délibérés49 jours

Délai moyen de traitement des.....481 jours
dossiers d’enquête

Proportion de dossiers traités
dans un délai de :

0 à 1 an..... 64 %
1 à 2 ans 15 %
Plus de 2 ans 21 %

Délai moyen de traitement des dossiers298 jours
d’autorisation d’accès à des fins d’étude,
de recherche ou de statistique

Proportion de dossiers traités
dans un délai de :

0 à 4 mois 25 %
4 à 8 mois 22 %
Plus de 8 mois 53 %

P-1. e. le nombre d'avis demandés à la Commission, par ministère et organisme en indiquant l'objet;

Le nombre d'avis rendus est de 27.

De plus amples détails sont fournis dans la liste des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations que l'on retrouve à la réponse fournie à la question P-3.

- P-1. f.** le nombre de demandes d'enquête en indiquant l'objet, la date de la demande, la date de la fin de l'enquête et ses conclusions;
-

SECTEUR PRIVÉ

18 enquêtes à la suite de plaintes ont été complétées dans le secteur privé :

- 7 de ces cas concernaient la communication de renseignements personnels;
- 9 de ces cas concernaient la collecte de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait l'utilisation de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait la collecte et la communication de renseignements personnels;

Dans 2 de ces cas, la Commission a émis une ordonnance.

Une enquête à l'initiative de la Commission a été complétée dans le secteur privé :

- Ce cas concernait la conservation de renseignements personnels.

SECTEUR PUBLIC

24 enquêtes à la suite de plaintes ont été complétées dans le secteur public :

- 11 de ces cas concernaient la communication de renseignements personnels;
- 7 de ces cas concernaient la collecte de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait l'accès à des renseignements personnels;
- 2 de ces cas concernaient la conservation de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait l'utilisation de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait la communication et la conservation de renseignements personnels;
- 1 de ces cas concernait une situation autre qu'une collecte, une communication, une conservation, l'utilisation ou l'accès de renseignements personnels.

Dans 1 de ces cas, la Commission a émis une ordonnance.

1 enquête à l'initiative de la Commission a été complétée dans le secteur public :

- Ce cas concernait la communication de renseignements personnels.

P-1. g. les organismes publics faisant l'objet de demandes d'enquête dont le délai de traitement est plus long que 24 mois;

Il y en a 39 au total :

Blanc-Sablon (20), tous ces dossiers tirent leur origine de faits semblables;

CIUSSS de la Capitale-Nationale;

CSSS de l'Ouest-de-l'Île;

Gatineau (Ville);

Montréal (Rosemont/La Petite-Patrie);

Montréal (SPVM);

Montréal (Ville) (2);

MRC des Collines de l'Outaouais (Police);

MRC Matawinie;

OMH Longueuil;

OMH Montréal;

OMH St-Pierre-de-Broughton;

Québec (Ville);

Revenu Québec;

Santé et Services sociaux (3);

Secrétariat du Conseil du trésor;

Sherbrooke (Ville).

P-1. h. le nombre de plaintes faites à la CAI contre un ministère ou un organisme pour non-respect du délai prescrit pour répondre à une demande d'accès;

Une.

P-1. i. le nombre de demandes d'un ministère ou d'un organisme réclamant de la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui lui est adressée.

Du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018 : 42

P-2. Compilation du nombre de demandes effectuées par les ministères et les organismes publics en 2017-2018 réclamant de la CAI l'autorisation de ne pas répondre à une demande qui leur est adressée.

Bois-des-Filion (Ville)	1
CDPDJ	1
Centre universitaire de santé McGill	1
CHUM	1
CISSS de Laval	1
CNESST	2
Conseil exécutif	1
Coteau-du-Lac (Ville)	1
Deux-Montagnes (Régie de police)	1
Directeur des poursuites criminelles et pénales	1
Duhamel	1
Énergie et Ressources naturelles	2
Hudson (Ville)	1
Hydro-Québec	2
Immigration, Diversité et Inclusion	1
Investissement Québec	2
Lac-Simon	1
La Minerve	1
Loto-Québec	1
Montréal (SPVM)	1
MRC Memphrémagog	1
Organisme autoréglementation courtage immobilier	1
RAMQ	3
Revenu Québec	3
Sainte-Angèle-de-Mérici	1
Shefford (Canton)	1
Sherbrooke (Ville)	2
St-Constant (Ville)	2
Ste-Anne-des-Lacs (Paroisse)	1
Trois-Rivières (Ville)	1
Université du Québec en Outaouais	2

- P-3.** Liste et copie des avis, opinions, commentaires et recommandations de la CAI aux ministères et aux organismes, et suivi accordé pour les années 2017-2018 et 2018-2019.
-

Ententes (18 avis émis)

081985 : Le Curateur public et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 19 janvier 2018.

1012718 : L'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux, la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux, avis le 30 mai 2018.

1014415 : La Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux, avis le 23 mai 2017.

1014631 : L'Institut de la statistique du Québec et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 30 mai 2017.

1015039 : L'Institut de la santé publique du Québec, la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux, avis le 1^{er} mai 2017.

1015843 : La Régie de l'assurance maladie du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec, avis le 6 avril 2018.

1015971 : Revenu Québec et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, avis le 3 mai 2017.

1016488 : Revenu Québec et le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, avis le 23 août 2017.

1016532 : La Financière agricole du Québec et les Producteurs de bovins du Québec, avis le 12 juillet 2017.

1016580 : Revenu Québec et l'Institut de la statistique du Québec, avis le 23 août 2017.

1017008 : Revenu Québec et l'Institut de la statistique du Québec, avis le 24 octobre 2017.

1017046 : L'Institut de la statistique du Québec et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 30 novembre 2017.

1017047 : L'Institut de la statistique du Québec et Retraite Québec, avis le 30 novembre 2017.

1017287 : L'Institut de la statistique du Québec et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 18 décembre 2017.

1017459 : L'Institut de la statistique du Québec et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 18 janvier 2018.

1017558 : L'Institut de la statistique du Québec et la Régie de l'assurance maladie du Québec, avis le 6 février 2018.

1017658 : L'Institut de la statistique du Québec, le ministère des Finances et Retraite Québec, avis le 12 mars 2018.

1017768 : L'Agence du revenu du Canada et Revenu Québec, avis le 27 février 2018.

Projets de loi et de règlement (6 avis émis)

1016946 : Commission de la culture et de l'éducation, Projet de loi n° 144 : Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire, le 7 septembre 2017.

1017736 : Commission des finances publiques, Projet de loi n° 141, Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières, le 2 février 2018.

1018180 : Santé Canada, Projet de règlement sur la surveillance de l'aide médicale à mourir aux fins de consultation publique (Proposed Regulations for Monitoring of Medical Assistance in Dying), le 13 février 2018.

1018181 : Ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation, Projet de Règlement concernant les modalités d'utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre

d'hébergement et de soins de longue durée (chapitre S-4.21, a. 505, par. 30), le 24 novembre 2017.

1018182 : Commission des finances publiques, Projet de loi n° 150, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016 et du 28 mars 2017.

1018184 : Commission des institutions, Projet de loi n° 164, Loi concernant l'accessibilité de certains documents du Conseil exécutif ou qui lui sont destinés, le 8 mars 2018.

Autres demandes d'avis (3 avis émis)

106897 : Revenu Québec, avis le 13 octobre 2017.

1017213 : Revenu Québec, avis le 12 décembre 2017.

1017597 : Revenu Québec, avis le 30 janvier 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

P-4. Montants attribués à la location de bureaux pour les auditions tenues en dehors de ceux de la CAI pour l'année 2017-2018.

2017-2018

Montréal (9 225 \$)

Tribunal administratif du travail

Salles d'audience 7 125 \$

Salle incluse dans la sous-location 2 100 \$

Régions (9 433 \$)

Tribunal administratif du travail

Salles d'audience 850 \$

Autres fournisseurs

Salles d'audience 8 583 \$

TOTAL 18 658 \$

P-5. Nombre d'ententes approuvées par la CAI, pour l'année 2017-2018, et conclues entre les organismes en vertu de l'article 172, en indiquant :

- a. le nom de l'organisme;
 - b. la nature ou l'objet de l'entente;
 - c. la durée de l'entente.
-

Aucune.

- P-6.** Copie des avis finaux, pour l'année 2017-2018, que la CAI transmet à un ministère ou à un organisme gouvernemental visé au premier alinéa de l'article 3, ainsi que des règles, rapports, prescriptions et ordonnances découlant de ses fonctions de surveillance.
-

La liste des avis rendus par la Commission aux organismes publics visés à l'article 3 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* se retrouve à la réponse fournie à la question P-3. La compilation des ordonnances rendues en application de ses pouvoirs d'enquête est présentée à la réponse de la question P-1 f).

P-7. Nombre d'avis, pour l'année 2017-2018, sur les projets de règlement soumis en vertu de la présente loi :

- a. sur les projets d'ententes de transfert de renseignements;
- b. sur les projets de décrets autorisant l'établissement de fichiers confidentiels.

Indiquer, pour chaque avis :

- a. le nom de l'organisme ou du ministère;
 - b. la nature ou l'objet du projet de règlement;
 - c. la durée.
-

La liste des avis rendus par la Commission se retrouve à la réponse fournie à la question P-3. Le nombre d'avis rendus en 2017-2018 est de 27.

P-8. Le nombre de demandes écrites reçues, et le nombre ayant été acceptées pour 2017-2018, afin qu'une personne ou un organisme puisse recevoir, pour des fins d'étude, de recherche ou de statistique, des renseignements personnels contenus dans un fichier de renseignements personnels, en indiquant :

- a. le nom de l'organisme ou de la personne en demande;
 - b. la nature ou l'objet de la demande;
 - c. la durée de l'autorisation;
 - d. l'usage projeté et les fins recherchées;
 - e. les conditions fixées;
 - f. la raison du refus, le cas échéant.
-

La Commission a traité 45 demandes d'autorisation de recevoir communication de renseignements personnels à fins d'étude, de recherche ou de statistique. De ce nombre, 24 étaient des nouvelles demandes, 7 étaient des demandes de prolongation, 10 étaient des demandes de modification et 4 étaient des demandes de modification et de prolongation.

Ces demandes portaient sur des renseignements dans les domaines suivants :

- Santé et services sociaux : 39;
- Économie : 3;
- Sciences humaines et sociales : 1;
- Éducation : 1;
- Agriculture et pêche : 1.

P-9. Nombre de vérifications effectuées pour 2017-2018 :

- a. à la suite d'une plainte;
- b. de sa propre initiative.

Indiquer, pour chaque vérification :

- a. l'objet de la vérification;
 - b. le résultat de la vérification;
 - c. les suites données.
-

2 dossiers d'inspection ont été fermés en 2017-2018.

- Un cas de non-respect du délai prescrit pour répondre à une demande;
- Un cas de vérification de l'utilisation de renseignements personnels.

P-10. Nombre d'enquêtes effectuées pour 2017-2018 :

- a. à la suite d'une plainte;
- b. de sa propre initiative.

Indiquer, pour chaque enquête :

- a. l'objet de l'enquête;
 - b. le résultat de l'enquête;
 - c. les corrections apportées, le cas échéant, par la personne fautive.
-

Les données concernant le traitement des enquêtes par la Commission se retrouvent à la réponse fournie à la question P-1 f).

P-11. Indiquer le nombre de demandes de révision déposées en 2017-2018 à la CAI, en ventilant par ministère, organisme ou municipalité.

Ministères, organismes et municipalités	Nombre de demandes
Académie Michèle Provost inc.	1
Académie Ste-Thérèse	1
Affaires municipales et Occupation du territoire	2
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	4
Ange-Gardien	1
Argenteuil - Deux-Montagnes	2
Armagh	1
Assainissement des eaux usées de Chatham/Lachute	1
Assemblée nationale	14
Autorité des marchés financiers	5
Baie-Trinité (Village)	1
Barreau du Québec	3
Barreau du Québec (Bureau du syndic)	9
Beaconsfield (Ville)	2
Beloeil (Ville)	1
Berthier-sur-Mer	1
Blainville (Ville)	4
Boileau	1
Boischatel	1
Boucherville (Ville)	2
Bromont (Ville)	1
Brossard (Ville)	4
Brownsburg-Chatham (Ville)	1
Bureau de la Sécurité privée	1
Bureau des enquêtes indépendantes	7
Bureau du coroner	2
Bury	2
Candiac (Ville)	1
Cayamant	1
CDP (Caisse de dépôt et placement du Québec)	2
Cégep de Matane	1
Cégep de Sept-Îles	1
Cégep de Sorel-Tracy	1
Cégep Édouard-Montpetit	1
Cégep Vanier College	1
Centre de services partagés du Québec	3
Centre de soins prolongés Grace Dart	1
Centre hospitalier gériatrique Maimonides	1
Centre hospitalier universitaire de Québec - Dir. éthique et aff. juridiques	1
Centre hospitalier universitaire de Québec - Université Laval	2
Centre hospitalier universitaire de Québec (tous les hôpitaux)	3
Centre universitaire de santé McGill	27
Chambly (Ville)	1
Chambre de la sécurité financière	2
Chambre des notaires du Québec	4
Châteauguay (Ville)	3
Château-Richer (Ville)	1
Chelsea	3
CHSLD de la Côte Boisée inc.	1

Ministères, organismes et municipalités	Nombre de demandes
CHSLD Providence Notre-Dame-de-Lourdes	1
CHU Ste-Justine	5
CHUM	6
CISSS de Chaudière-Appalaches	1
CISSS de la Côte-Nord	5
CISSS de la Gaspésie	3
CISSS de la Montérégie-Centre	6
CISSS de la Montérégie-Est	10
CISSS de la Montérégie-Ouest	9
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	5
CISSS de Lanaudière	3
CISSS de Laval	7
CISSS de l'Outaouais	9
CISSS de l'Outaouais (Services multidisciplinaires)	2
CISSS des Laurentides	12
CISSS du Bas-St-Laurent	4
CIUSSS de la Capitale-Nationale	12
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	5
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	6
CIUSSS de l'Estrie	5
CIUSSS de l'Ouest-de-l'île-de-Montréal	19
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	1
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	8
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	9
CIUSSS du Saguenay-Lac-St-Jean	3
CNESST	31
Collège Dawson	1
Collège de Rosemont	2
Collège des médecins du Québec	4
Collège international Marie de France	4
Collège John Abbott	3
Collège Montmorency	2
Colombier	1
Commissaire à la déontologie policière	4
Commissaire à la lutte contre la corruption	1
Commission d'accès à l'information	2
Commission de la capitale nationale	1
Commission de la construction du Québec	5
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)	6
Commission municipale du Québec	2
Commission scolaire de la Capitale	2
Commission scolaire de la Côte-du-Sud	1
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île	1
Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke	1
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord	1
Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	2
Commission scolaire de Laval	4
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	4
Commission scolaire de Montréal	6
Commission scolaire des Affluents	3
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries	1
Commission scolaire des Laurentides	2
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	2
Commission scolaire des Premières-Seigneuries	2

Ministères, organismes et municipalités	Nombre de demandes
Commission scolaire des Rives-du-Saguenay	2
Commission scolaire du Chemin-du-Roy	1
Commission scolaire du Val-des-Cerfs	3
Commission scolaire English-Montréal	3
Commission scolaire Lester-B.-Pearson	11
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys	3
Commission scolaire Marie-Victorin	4
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier	1
Conseil des Atikamekw de Manawan	1
Conseil exécutif	2
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Qc.	1
Corporation d'urgences-santé	3
Côte-Nord-du-Golfe-du-St-Laurent	1
Côte-St-Luc (Ville)	3
Cowansville (Ville)	2
Culture et Communications	1
Curateur public	2
Denholm	1
Desbiens (Ville)	1
Deux-Montagnes (Régie de police)	1
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	23
Développement économique Longueuil	1
Directeur des poursuites criminelles et pénales	5
Disraeli (Paroisse)	1
Donncona (Ville)	1
Dorval (Cité)	1
Drummondville (Ville)	2
Dudswell	1
Duhamel	2
Durham-Sud	2
École de technologie supérieure	1
École nationale de police du Québec	1
École polytechnique de Montréal	2
Économie, Science et Innovation	2
Éducation et Enseignement supérieur	22
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	1
Énergie et Ressources naturelles	9
Famille	6
Finances	2
Forestville (Ville)	3
Forêts, Faune et Parcs	12
Frelighsburg	1
Gaspé (Ville)	2
Gatineau (Service de police)	13
Gatineau (Ville)	20
Grand-Remous	1
Guérin (Canton)	1
Harrington (Canton)	1
Héma-Québec	1
Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis	6
Hudson (Ville)	6
Hydro-Québec	21
Immigration, Diversité et Inclusion	1

Ministères, organismes et municipalités	Nombre de demandes
Institut de cardiologie de Montréal	2
Institut de la statistique du Québec	1
Institut national de la recherche scientifique	1
Institut Philippe-Pinel de Montréal	1
Institut universitaire cardiologie/pneumologie QC	1
Investissement Québec	7
Joliette (Ville)	3
Justice	5
La Financière agricole du Québec	1
La Macaza	1
La Mutuelle des municipalités du Québec	2
La Pêche	1
La Prairie (Ville)	1
La Rédemption (Paroisse)	1
Labrecque	1
Lac-Beauport	1
Lachute (Ville)	2
Lac-Mégantic (Ville)	2
Lacolle	1
Lac-Sergent (Ville)	5
Lac-Simon	2
Lamarche	4
Lambton	1
Laval (Ville)	12
Laval (Ville) - Service de police/incendie	9
Les Cèdres	1
Les Escoumins	1
Les Îles-de-la-Madeleine	1
Lévis (Service de police)	6
Lévis (Ville)	5
Longueuil (Ville)	14
Loto-Québec	4
Loto-Québec - Société des casinos du Québec inc.	2
Louiseville (Ville)	1
Magog (Ville)	1
Mandeville	4
Marieville (Ville)	1
Mascouche (Ville)	7
Mercier (Ville)	6
Mirabel	4
Montréal (Ahuntsic/Cartierville)	4
Montréal (Côte-des-Neiges/N.-D.-de-Grâce)	1
Montréal (Lachine)	1
Montréal (LaSalle)	1
Montréal (Mercier/Hochelaga-Maisonneuve)	2
Montréal (Outremont)	3
Montréal (Pierrefonds/Roxboro)	8
Montréal (Plateau Mont-Royal)	2
Montréal (Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles)	1
Montréal (Rosemont/La Petite-Patrie)	1
Montréal (SPVM) - Section des Archives et de l'accès à l'information	101
Montréal (St-Léonard)	1
Montréal (Sud-Ouest)	1
Montréal (Verdun)	2

Ministères, organismes et municipalités	Nombre de demandes
Montréal (Ville)	21
Montréal (Ville-Marie)	3
Montréal (Villeray/St-Michel/Parc-Extension)	2
Mont-Tremblant (Ville)	4
MRC Coaticook	1
MRC des Collines-de-l'Outaouais	3
MRC des Collines-de-l'Outaouais (Police)	1
MRC des Laurentides	2
MRC La Côte-de-Gaspé	1
MRC Lotbinière	1
MRC Memphrémagog	1
MRC Rivière-du-Loup	1
MRC Thérèse-De Blainville	1
Nominingue	1
Office québécois de la langue française	2
OMH de Grandes-Piles	1
OMH du Grand Portneuf (OMHGP)	1
OMH Price	1
OMH Saguenay	2
OMH St-Basile-le-Grand	5
OMH St-Jérôme	1
Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec	1
Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec	1
Ordre des dentistes du Québec	1
Ordre des denturologistes du Québec	1
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec	1
Ordre des ingénieurs du Québec	2
Ordre des médecins vétérinaires du Québec	1
Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec	3
Ordre des pharmaciens du Québec	1
Ordre des psychologues du Québec	3
Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec	2
Orford (Canton)	2
Organisme autoréglementation courtage immobilier	2
Otterburn Park (Ville)	1
Pavillon Bellevue inc.	1
Pointe-Fortune (Village)	2
Police Roussillon	8
Promotion Saguenay inc.	2
Protecteur du citoyen	6
Québec (SPVQ)	7
Québec (Ville)	4
Rawdon	4
Recyc-Québec	2
Régie d'assainissement des eaux Terrebonne-Mascouche	1
Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)	7
Régie des alcools, des courses et des jeux	1
Régie des installations olympiques	1
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Qc.	1
Régie du bâtiment du Québec	3
Régie du logement	2
Régie régionale de la SSS du Nunavik	1

Ministères, organismes et municipalités	Nombre de demandes
Repentigny (Ville)	3
Réseau de transport métropolitain	4
Retraite Québec	2
Revenu Québec	38
Rimouski (Ville)	1
Rivière-du-Loup (Ville)	2
Roberval (Ville)	3
Roquemaure	3
Rouyn-Noranda (Ville)	1
Saguenay (Ville)	2
Salaberry-de-Valleyfield (Ville)	1
Santé et Services sociaux	33
Secrétariat du Conseil du trésor	5
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	1
Sécurité publique	44
Sécurité publique (Sûreté du Québec)	133
SÉMER	1
Sept-Îles (Ville)	1
Service de police de l'agglomération de Longueuil	1
Shannon	1
Shawinigan (Ville)	2
Sherbrooke (Ville)	4
Société d'habitation du Québec (SHQ)	4
Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)	13
Société de promotion économique de Rimouski	1
Société de transport de Lévis	1
Société de transport de l'Outaouais	3
Société de transport de Montréal	7
Société de transport de Sherbrooke	1
Société de transport de Trois-Rivières	1
Société des alcools du Québec (SAQ)	4
Société des célébrations du 375e anniversaire de Mtl	1
Société des établissements de plein air du Québec	4
Société des traversiers du Québec	1
Société d'habitation et de développement Montréal	3
Société québécoise des infrastructures	4
St-Alphonse-Rodriguez	1
St-Antoine-de-Tilly	1
St-Augustin-de-Desmaures (Ville)	1
St-Basile-le-Grand (Ville)	1
St-Bernard-de-Lacolle (Paroisse)	1
St-Bonaventure	1
St-Bruno-de-Montarville (Ville)	3
St-Calixte	1
St-Charles-Borromée	1
St-Constant (Ville)	4
St-David-de-Falardeau	2
Ste-Adèle (Ville)	8
Ste-Agathe-des-Monts (Ville)	4
Ste-Anne-de-Bellevue (Ville)	2
Ste-Anne-des-Plaines (Ville)	1
Ste-Brigitte-de-Laval	1
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier (Ville)	1
Ste-Clotilde	1

Ministères, organismes et municipalités	Nombre de demandes
Ste-Julie (Ville)	1
Ste-Julienne	1
St-Élie-de-Caxton	1
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson (Ville)	1
Ste-Séraphine (Paroisse)	1
Ste-Sophie	1
St-Eustache (Ville)	4
St-Faustin-Lac-Carré	1
St-Fulgence	1
St-Gabriel (Ville)	1
St-Jean-sur-Richelieu	4
St-Jean-sur-Richelieu (Service de police)	1
St-Jérôme (Ville)	7
St-Julien	3
St-Justin (Paroisse)	1
St-Léonard-de-Portneuf	1
St-Lin-Laurentides (Ville)	3
St-Lucien	1
St-Marc-de-Figuery (Paroisse)	3
St-Michel	4
St-Michel-des-Saints	1
St-Nazaire	1
St-Norbert-d'Arthabaska	1
St-Paul-d'Abbotsford	2
St-Raphaël	1
St-Raymond (Ville)	1
St-Rémi (Ville)	1
St-Roch-de-Richelieu	1
Sts-Martyrs-Canadiens (Paroisse)	1
St-Sylvère	1
St-Tite (Ville)	1
St-Tite-des-Caps	1
Terrebonne (Ville)	2
Terrebonne (Ville) - Direction de la police	3
Thetford Mines (Ville)	1
Tingwick	1
Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	20
Travail, Emploi et Solidarité sociale	19
Tribunal administratif des marchés financiers	2
Trois-Rivières (Ville)	7
Université Concordia	12
Université de Montréal	8
Université de Sherbrooke	1
Université du Québec à Chicoutimi	1
Université du Québec à Montréal	2
Université du Québec à Rimouski	2
Université du Québec à Trois-Rivières	1
Université du Québec en Outaouais	5
Université Laval	2
Université Laval (Pavillon Agathe-Lacerte)	1
Université McGill	11
Upton	3
Val-Alain	1
Val-Brillant	1

Ministères, organismes et municipalités	Nombre de demandes
Val-David (Village)	4
Val-des-Bois	1
Val-des-Lacs	1
Val-des-Monts	1
Vaudreuil-Dorion (Ville)	2
Vérificateur général du Québec	1
Victoriaville (Ville)	1
Vigi Santé Ltée	1
Westmount (Ville)	3
Wickham	1
Yamaska	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

P-12. Indiquer les sommes dépensées pour 2017-2018 par la CAI pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Masse salariale consacrée aux ressources informationnelles	254 318 \$
Achat de logiciels (incluant frais de support)	17 000 \$
Achat d'équipement	30 800 \$
Services internes (CSPQ, TAT et MSP)	112 800 \$
Services externes	13 300 \$
TOTAL	428 218 \$

P-13. Liste des frais exigés au demandeur en 2017-2018 pour la transmission de données électroniques pour chacun des ministères ou organismes gouvernementaux à la suite d'une demande d'accès, en ventilant par ministère ou organisme.

Le *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* ne prévoit pas de frais pour la transmission de données électroniques. La Commission ne détient donc pas de données à cet effet.

P-14. Indiquer les sommes dépensées pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 par la CAI pour assurer la promotion de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels comme le prévoit l'article 122.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

2017-2018 :80 291 \$

2016-2017 :0 \$

2015-2016 :0 \$

2014-2015 :7 070 \$